

Gouvernement du Québec

## Décret 208-2023, 8 mars 2023

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle maximale de 1 430 100 \$ à l'Institut national de l'image et du son (INIS), au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de certaines de ses activités

ATTENDU QUE l'Institut national de l'image et du son (INIS) est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE l'Institut national de l'image et du son (INIS) forme et accompagne les professionnels émergents et en exercice en leur proposant un espace inspirant permettant le développement et le perfectionnement de leurs compétences et, en connexion avec les besoins du milieu, offre des programmes de formation ciblés répondant aux exigences et aux transformations de l'industrie audiovisuelle et numérique du Québec et du Canada francophone;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1), en matière de culture, le ministre de la Culture et des Communications, a notamment pour fonction, dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles, de soutenir principalement les activités de création, d'animation, de production, de promotion, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation et de contribuer à leur développement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 14 de cette loi, aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de la Culture et des Communications peut accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QUE l'octroi d'une aide financière de 995 400 \$ à l'Institut national de l'image et du son (INIS), au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de sa mission, a été autorisé;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de la Culture et des Communications à octroyer une aide financière additionnelle maximale de 1 430 100 \$ à l'Institut

national de l'image et du son (INIS), au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de certaines de ses activités, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Culture et des Communications :

QUE le ministre de la Culture et des Communications soit autorisé à octroyer une aide financière additionnelle maximale de 1 430 100 \$ à l'Institut national de l'image et du son (INIS), au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de certaines de ses activités, et ce, conditionnellement à la signature d'une convention d'aide financière substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

79089

Gouvernement du Québec

## Décret 209-2023, 8 mars 2023

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle maximale de 577 061 \$ à l'École de cirque de Québec, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de sa mission, de son plan d'action et de certaines de ses activités

ATTENDU QUE l'École de cirque de Québec est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE l'École de cirque de Québec est un organisme à vocation artistique, éducative et communautaire, qui, en plus d'offrir de la formation, fait la promotion des arts du cirque, stimule l'émergence de nouveaux artistes et soutient la profession;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1) en matière de culture, le ministre de la Culture et des Communications, a notamment pour fonction, dans les domaines du patrimoine, des arts, des lettres et des industries culturelles, de soutenir principalement les activités de création, d'animation, de production, de promotion, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation et de contribuer à leur développement;